

Mesdames et messieurs les membres du Ctsd

Nous nous réunissons ce jour pour évoquer les mesures de carte scolaire dans nos collèges Seine et Marnais. Une fois de plus les modalités distancielles s'imposent à nous et ne faciliteront pas les débats. Toutefois à une heure ou notre département fait parti des territoires les plus exposés, nous comprenons la nécessité de ce mode d'organisation.

De même nous comprenons la volonté de cerner au mieux cette maladie en voulant multiplier les tests de dépistage. Toutefois les enseignants, qui ont déjà déployé des trésors d'ingéniosité pour maintenir un semblant de scolarité normale pour leurs élèves, ne doivent pas devenir les hommes à tout faire du service public.

Les gouvernements successifs ont déstabilisé le système de santé au point que l'on ne trouve plus de médecins traitant dans de nombreuses communes et que la médecine scolaire devient une denrée aussi rare qu'une mutation accordée vers la Bretagne. Les enseignants sont des fonctionnaires d'état avec une mission d'enseignement et nous ne sommes pas voués développer nos missions au grès des humeurs ministérielles. Nous ne ferons pas passer des tests de dépistages comme nous refuserons de vendre des forfaits téléphoniques lorsque nos dirigeants auront décidé que l'éducation Nationale à l'instar du système de santé devra être rentable.

Les priorités économiques qui ne devraient pas avoir d'incidence sur les choix éducatifs sont pourtant au cœur de cette instance. En effet une première lecture rapide des documents nous confirme un solde négatif de 22 postes. Au premier rang des sacrifiés, nous retrouvons les lettres classiques ce qui montre une fois de plus l'appauvrissement de l'offre culturelle de notre ministère.

Nous ne chercherons pas ici les responsables, nous en faisons juste le constat.

Ce solde n'est évidemment pas une surprise puisque l'étude de la DHG nous avait déjà indiqué la baisse substantielle des heures poste au profit des HSA. Cette politique que nous réprouvons risque d'obliger nombre de nos collègues à subir des pressions pour aller bien au-delà des 2 heures supplémentaires obligatoires.

Nous connaissons les spécificités de notre département et nous ne sommes pas arc-boutés sur des positions qui, ici ou là, nécessiteraient la création de petits BMP difficiles à pourvoir.

Mais si nous serions prêts à soutenir l'exception, nous ne pouvons pas accepter la règle.

De plus cette gestion économique de notre ministère est un frein à la politique volontariste que vous, Madame L'inspectrice d'Académie, avait initiée l'an dernier. Les moyens insuffisants alloués cette année mettent fin au plan ambitieux de lutte contre la déficience sur la résolution de problèmes.

Les classes spécifiques perdent la moitié de leur dotation horaire ce qui n'incite pas non plus à développer des projets pour en créer d'autres.

Notre ministre vient de faire parvenir un magnifique mail pour encenser les enseignants du premier degré suite aux résultats des évaluations de mi-cp. Cette politique misérabiliste du second degré nous inquiète sur le devenir de ces élèves une fois qu'ils auront franchi les portes du collège.

Les gouvernements se succèdent et avec eux une valse des priorités. Tantôt le collège, tantôt le lycée, aujourd'hui le primaire.

A l'Unsa Education nous ne voulons plus de ce discours. Ce que nous voulons c'est une priorité sur le Monde éducatif public et laïque sans aucune frontière. C'est à notre sens le seul moyen de créer une société à même de relever les défis de demain.

